

Publié le 4 Juin 2018

Résurrection

Emmanuel Macron sera-t-il le Gorbatchev de l'Union européenne ?



Comparaison n'est pas raison. Cependant il n'est pas fortuit qu'une fois amorcé, le parallèle entre ces deux hommes illustres que sont Gorbatchev et Macron ne se laisse pas balayer d'un revers de main.

Avec [Edouard Husson](#)

Historien, spécialiste de l'Allemagne. Vice-Président de Paris Sciences et Lettres (PSL)

[Voir la bio en entier](#)

Un réformateur, décidé à faire repartir un pays sclérosé, succédant à un leader impulsif suivi d'une présidence immobile. Un politique séduisant immédiatement le reste du monde, surtout quand il est en déplacement international avec à ses côtés sa populaire épouse. Un homme énergique, rajeunissant le système politique, gros travailleur, propulsé vers les sommets par le coeur décisionnel du pouvoir, où l'on a accumulé le maximum d'informations sur le retard pris par le pays et où l'on joue la survie du système

A qui renvoie cette description? A Mikhaïl Gorbatchev, qui assista à la chute de l'URSS qu'il avait entreprise de réformer, ou à Emmanuel Macron encore persuadé qu'il est possible de réformer la France sans transformer les principes directeurs de la zone euro ? On se souvient du dernier secrétaire général du parti communiste d'Union Soviétique, devenu président d'une Union moribonde, qui prit ses fonctions en 1985, personnage charismatique s'il en fut. Emmanuel Macron avait tout juste l'âge de raison quand les gazettes occidentales s'obscurcissaient dans la *Gorbymania*. On se rappelle l'extraordinaire engouement suscité, à son arrivée au pouvoir, par cet homme, Gorbatchev, qui rajeunissait considérablement le pouvoir soviétique, succédant à l'activiste Khrouchtchev et au très passif Leonid Brejnev comme Macron succède à Sarkozy et Hollande.

Gorbatchev eut immédiatement un succès énorme dans l'opinion mondiale ; et jusqu'à aujourd'hui il a laissé un

souvenir positif dans beaucoup de pays, en particulier en Europe de l'Ouest. En revanche, dans le pays qu'il dirigea, l'Union Soviétique et son cœur russe, il est aujourd'hui considéré comme à l'origine d'une catastrophe parmi les plus terribles de l'histoire de la région. La libération des forces permise par la *glasnost* (« transparence ») et la *perestroïka* (« restructuration ») a débouché sur le démantèlement de l'Union Soviétique et, comme tous les démantèlements, il a été extrêmement douloureux pour les populations concernées. Mais faut-il rappeler, par comparaison, que la croissance française n'a jamais cessé de décliner depuis trente ans. Elle n'a plus jamais dépassé 4% depuis 1988 ; elle est même tombée sous la barre des 3% depuis 2000 ; et sous la barre des 2% depuis 2011.

Le pays, corseté depuis quarante ans par une politique monétaire contraire aux intérêts de la société, et en particulier de la jeunesse et de son employabilité, connaît un lent et apparemment irréversible déclin. Et comme pour l'URSS de la fin des années 1980, comment ne pas se réjouir si, du cœur de l'*establishment*, surgissait une vraie capacité de réforme d'un système rigidifié ? Comment ne pas redouter aussi que les porteurs d'une possible transformation se fassent des illusions et comprennent trop tard l'ampleur de la transformation à effectuer. N'est pas Deng Xiaoping qui veut. Ni de Gaulle.

A une génération d'écart, la même critique impuissante de la rigidité allemande

L'amorce d'un parallèle entre Mikhaïl Gorbatchev et Emmanuel Macron m'est venue en Aix-la-Chapelle le 10 mai dernier. Le matin, j'assistais à la remise du prix Charlemagne au président français. Quand on regardait l'assistance, on n'aurait pas pu imaginer un meilleur concentré du « système » de l'Union Européenne. Il y avait là des membres du *Poilitburo*, du Comité Central du Soviet Suprême, de l'Académie des Sciences....Pardon pour ce lapsus ! Je voulais dire du Conseil européen, de la Commission, du Parlement européen, de l'Université.... Mais la confusion peut s'expliquer par le fait que les vieux révolutionnaires embourgeoisés Cohn-Bendit ou Solana applaudissaient Macron ce jour-là avec le masque d'ennui poli des participants au Congrès du Parti dans feu l'URSS.

Soudain, la parole revint au jeune et bouillant *leader* à qui incombe la tâche de faire repartir la machine grippée de l'Union...Européenne. Effectivement, la salle se réveilla, la parole, énergique, appelait au réveil des initiatives au service de l'idéal fondateur. Juste avant le président français, la chancelière allemande avait commencé par réciter un éloge quelque peu mécanique du camarade Macron, qu'elle tutoie en public, comme il sied à une femme qui a grandi en RDA et qui en a gardé le style oratoire gris et soporifique ; sous pression, la chancelière avait même bafouillé quand il s'était agi de faire des propositions concrètes allant dans le sens de la *perestroïka* souhaitée par le camarade président français pour l'Union Européenne. C'est pourquoi dans ce discours prononcé devant le gratin européiste, le camarade président s'est mis à tancer la camarade chancelière : quand adopterait-elle vraiment le nouveau cours qu'il avait proposé dès son arrivée à l'Élysée ?

En entendant cela, comment ne pas souvenir des remontrances de Gorbatchev à Honecker en octobre 1989 ? Trouvez-vous que le parallèle est exagéré parce que la Russie était le cœur de l'Empire soviétique alors que la France n'est que la deuxième puissance économique de l'UE ? Mais rappelons-nous le point commun entre les deux pays : la Russie, à l'époque, perdait plus qu'elle ne gagnait, à l'empire qu'elle avait créé ; exactement comme la France a plus perdu que gagné à l'Union Européenne dont elle est la plus constante inspiratrice, de Schuman à Mitterrand et de Monnet à Delors. En 1991, dans l'Allemagne en voie de réunification, la *Bundesbank* avait conseillé à la France de surseoir à la création de l'euro ; et Bercy avait pourtant insisté auprès de Mitterrand et Bérégoïov pour créer l'union économique et monétaire malgré le coût de la réunification allemande - avec un réflexe très comparable à l'URSS qui se ruina, entre 1949 et 1989 pour maintenir la RDA dans sa zone d'influence directe.

Emmanuel Macron se réfère aux pères fondateurs de l'Europe avec le même idéalisme que Gorbatchev appelant l'URSS à redécouvrir Lénine

L'après-midi du 10 mai 2018, Emmanuel Macron parlait devant les étudiants de la grande université d'ingénierie d'Aix-la-Chapelle, la RWTH. Comment ne pas être séduit par la présence et la prestance de l'orateur ? Son absence de langue de bois face à la jeunesse ? Mais au fur et à mesure que tombaient les formules appelant à

remettre en marche l'Union Européenne, le parallèle avec Mikhaïl Gorbatchev se précisait. Aucun doute, Emmanuel Macron plaide pour « l'Europe » avec la même foi qu'un Gorbatchev voulant sauver l'URSS en réveillant le léninisme en 1986. Aucun doute, non plus, il semble, comme son illustre prédécesseur, sous-estimer les forces profondes qui sont à l'œuvre : dans l'Union Européenne, dont le monétarisme est aussi sclérosé que feu le planisme de l'URSS, les peuples commencent à se soulever contre l'idéologie économique dominante. Comme dans l'ancienne zone d'influence soviétique, l'Allemagne s'est faite gardienne intransigeante d'un système économique qui conduit à la pénurie monétaire pour la grande masse tandis que les revenus et le capital se concentrent dans un nombre toujours plus réduits de mains ; au déclin des investissements publics ; à l'incapacité des pays européens à suivre le rythme de transformation des Etats-Unis ou de la Chine dans la mise en oeuvre de la révolution numérique, énergétique, technologique et organisationnelle... La plus grande partie des classes dirigeantes de l'Union Européenne assiste médusée au réveil des nations en son sein. Quant au jeune leader charismatique qui préside depuis un an aux destinées de la France, tous les regards se tournent vers lui car il est prêt, ne cesse-t-il de répéter, à affronter le dragon du nationalisme. Il rassure quand il affirme qu'il suffira, pour terrasser ces populismes qu'il ne prend pas assez au sérieux, de revenir à la pureté de l'idéal des pères fondateurs de l'Europe....

L 'échec annoncé d'une transformation décrétée

Comparaison n'est pas raison. Cependant il n'est pas fortuit qu'une fois amorcé, le parallèle entre ces deux hommes illustres que sont Gorbatchev et Macron ne se laisse pas balayer d'un revers de main. Emmanuel Macron est issu du plus puissant des corps de l'Etat français, l'Inspection des Finances- exactement comme son prédécesseur soviétique avait été poussé vers la fonction suprême par le vrai noyau du pouvoir soviétique, le KGB (au sein duquel Youri Andropov avait fait analyser le déclin de l'économie soviétique et fait concevoir la *perestroïka*) . C'est à Bercy, au coeur du pouvoir français, dans un bâtiment de style post-soviétique, que l'on a conscience depuis des années, de la fragilité de l'économie française et plus globalement de l'eurozone. Parlez avec les plus puissants de nos hauts fonctionnaires, ils ne dissimulent pas toujours l'angoisse qui les habite - tant il est vrai que la monnaie unique européenne n'a tenu aucune de ses promesses en matière de croissance et d'emploi. Mais à Bercy, et plus généralement dans le milieu des décideurs français, on est bien décidé à ne pas remettre en cause ce pour quoi on a dépensé tant de matière grise et d'énergie politique. La dernière chance du système, c'est le brio et la capacité d'organisation de l'enfant modèle de la *nomenklatura* française, Emmanuel Macron.

Seulement voilà, depuis qu'il est parvenu à la fonction suprême, le nouveau président français a beaucoup parlé, beaucoup proposé mais l'observateur attentif cherche en vain, dans les profondeurs du pays, la mobilisation d'une « France en marche » : si le président peut compter sur l'adhésion d'une partie des classes moyennes supérieures, on cherche en vain le début d'un enthousiasme dans la « France périphérique », celle des perdants de l'euro et de la mondialisation. Sans doute, parce qu'on a entendu le message d'énergie du nouveau président, n'a-t-on jamais autant espéré d'interventions de l'Etat. *En même temps*, jamais les cabinets ministériels n'ont été aussi squelettiques, réductions budgétaires obligent, ce qui crée un engorgement et une paralysie dans le fonctionnement du gouvernement à l'opposé du discours volontariste. Au sommet de l'Etat macronien de 2018 - exactement comme dans le système gorbatchevien de 1986 - le pouvoir est concentré entre un petit nombre de mains. Les artisans de la *perestroïka* française sont à l'image de leur chef, brillants, travailleurs, obsédés du détail. Mais même pour ces êtres surhumains, les journées n'ont que vingt-quatre heures. Tout ne peut pas être traité.

Et puis, persuadés des vertus d'une révolution menée d'en haut, Macron et ses co-équipiers ne se rendent pas compte qu'ils sont aussi vulnérables que leurs prédécesseurs à l'inertie ministérielle.

Sans doute le président français sent-il mieux que d'autres la multiplicité des obstacles. Mais il se rassure en accumulant les voyages, exactement comme Gorbatchev partait régulièrement oublier, à la rencontre des foules européennes ou nord-américaines, la difficulté à réformer son pays. Il y a une *Macronmania* internationale comme il y eut une *Gorbymania*. Pouvons d'ailleurs la comparaison jusqu'au bout dans ce domaine aussi : Macron, comme Gorbatchev en son temps, annonce une grande transformation des relations internationales - mais le plus souvent la montagne accouche d'une souris ; la France et l'UE perdent du terrain face aux Etats-Unis de Trump ou à la Chine de Xi exactement comme l'URSS de la fin des années 1980 perdit en influence face aux Etats-Unis de Reagan et à la Chine de Deng. Et les amabilités de Trump envers son collègue français rappellent curieusement les éloges que Margaret Thatcher prodiguait à Gorbatchev – « J'embrasse mon rival mais c'est pour l'étouffer ».

L'éclatement programmé de l'Union

Quand le regard se tourne de la France vers un horizon élargi, celui de l'Union Européenne, le discours fondateur d'Emmanuel Macron trouve rapidement ses limites, exactement comme le discours *lénifiant* de Gorbatchev fut finalement de peu de secours pour maintenir un Empire soviétique traversé de forces centrifuges. C'est bien de vouloir revenir à l'idéal des pères fondateurs, réhabiliter une époque, révolue, où l'Union était moins étendue et où l'axe France-Allemagne pouvait résoudre la plupart des problèmes. Mais aujourd'hui, en quoi cela répond-il aux préoccupations des citoyens de l'Union européenne ? Le jeune réformateur français est-il prêt à mettre en cause les mécanismes de Schengen, dépassés par l'afflux des migrants et par le terrorisme ? Est-il prêt à affronter la question du différentiel entre le Nord et le Sud de la zone euro ? Est-il prêt à inverser la chute lente du dynamisme démographique français – la politique familiale française étant subordonnée depuis Sarkozy et Fillon à l'enjeu des équilibres budgétaires requis par l'union économique et monétaire. La crise italienne a servi de révélateur, s'il en était encore besoin. Le président français avait annoncé vouloir redonner une impulsion politique à l'Europe : or, la première fois où, sous son quinquennat, l'une des grandes nations européennes pose clairement la question de la compatibilité entre l'Europe et la démocratie, le président français reste silencieux durant quatre jours puis finit par féliciter le camarade président italien, qui a refusé - contre l'esprit de la constitution italienne - de nommer le gouvernement que lui proposaient les partis ayant gagné les élections. Un commissaire européen de nationalité allemande explique-t-il aux Italiens que les marchés vont leur apprendre à voter ? Le président français ne saisit pas l'occasion pour prendre la défense de la démocratie - alors que lui-même appelait encore de ses vœux, il y a quelques mois, la création d'un mouvement de « L'Europe en marche » et de listes transnationales aux élections. *Alors oui, il n'y a pas de doute, Emmanuel Macron est bien le Gorbatchev français.* L'idéalisme européen et le zèle au travail réussissent de moins en moins à dissimuler que l'Union Européenne est promise à éclatement, sa solidité étant tout aussi apparente que celle de l'Empire soviétique à la fin des années 1980. Depuis 2015, l'enchaînement des échecs est impressionnant: la Grèce est encore à terre, recroquevillée comme un individu qui a été battu par des policiers corrompus et frustrés; l'Europe centrale porte à chaque nouvelle élection des partis patriotes et conservateurs au pouvoir; la Grande-Bretagne s'est retirée en 2016 sans crier gare d'un ensemble auquel elle ne croyait plus; l'Espagne est traversée d'un conflit terrible entre Madrid et la plus riche de ses régions, la Catalogne; l'Italie découvre que la réalité européenne, fondée sur l'esprit de repréailles d'une technocratie atteinte de démesure, est à l'opposé du discours sur la paix et la réconciliation entre les peuples. Partout, les peuples se réveillent. Et le président français ne semble pas plus en prendre la vraie mesure que Mikhaïl Gorbatchev n'accepta de reconnaître, en 1990-91, que les sentiments nationaux étaient légitimes au sein de l'Empire soviétique ébranlé.

Les *perestroïka* vivent le temps d'un quinquennat

Sans jouer les Cassandre, on rappellera au président français que Gorbatchev ne tint guère plus d'un quinquennat au pouvoir. Emmanuel pourrait se souvenir de ce qu'écrivit Mikhaïl dans ses *Mémoires* : en 1988, trois ans après son arrivée au pouvoir, il se résigna à l'idée que l'Union n'était pas réformable par le ressourcement à l'idéologie fondatrice. Cette lucidité n'empêcha pas que la situation lui échappe des mains. L'ancien président soviétique fut balayé bien plus tôt qu'il ne l'avait imaginé parce qu'il refusa de reconnaître la puissance des nations comme vecteurs de démocratie.

Emmanuel Macron rencontrera-t-il encore plus vite sa *Nemesis* ? Les dirigeants allemands se sont révélés encore plus rapidement rétifs à toute réforme que dans le cas de la RDA face à la *perestroïka*. Le bouillonnement démocratique italien est beaucoup plus consistant encore que ce qu'attendaient les experts les plus chevronnés. Et le président français semble bien plus fermé encore que son prédécesseur soviétique - si cela est possible - à la prise en compte du sentiment national démocratique.